



Les révolutions de couleurs et quelques vérités de La Palice... que certains ignorent ou violent sciemment

Première partie

Par [Carlos Luque Zayas Bazán](#)

Mondialisation.ca, 23 septembre 2020

[Cuba Si](#) 30 août 2020

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

L'histoire démontre que la survie d'une Révolution, ou de tout système politique et social contestant l'impérialisme, dépend de la cohésion sociale et de la lutte unitaire au sein des institutions, soutenues par les majorités.

Pour aborder quelques-unes des raisons, sans prétendre embrasser les nombreux aspects du sujet qui répondent à cette question, et dans l'idée de susciter la réflexion, il est de rigueur de commencer par un peu de l'histoire récente et du rôle qu'y ont joué certains personnages.

Gene Sharp est l'auteur « à succès » d'un manuel qui expose 198 techniques pour réaliser une « révolution non violente » ou comme on l'appelle aussi, « douce », ou « colorée ». (Nous verrons d'où vient cette dernière dénomination curieuse et sa relation avec Cuba. Traduites en plus de 30 langues, ces techniques ont été appliquées avec succès, pour ne citer que quelques pays, en Serbie, en Géorgie et en Ukraine.

Il est incontestablement établi que pour la désintégration de la Yougoslavie de Josip Broz 'Tito', les intérêts américains et européens de l'OTAN sont intervenus activement et de manière décisive, profitant des erreurs commises par les gouvernements de Tito et de ceux qui lui ont succédé après sa mort et la désintégration de l'URSS, les conflits interethniques des différents peuples qui formaient la Fédération yougoslave, et les contestations sociales et étudiantes qui, depuis les années 90, ont éclaté dans ce pays, exacerbées, planifiées et dirigées par des individus liés aux appareils de renseignement pour appliquer les enseignements de Gene Sharp.

Cet article pourrait commencer par plusieurs faits et leurs personnages, mais nous avons choisi une question.

Qui est Srdja Popovic ?

Pourquoi devrions-nous mieux connaître ce personnage et l'histoire dont il est le protagoniste ? La réponse est simple : c'est le disciple le plus connu de Gene Sharp. Et Sharp est l'auteur d'un Manuel qui expose les 198 techniques pour réaliser une « révolution non violente », ou comme on la connaît mieux, « révolution de couleur ».

Les techniques décrites dans l'ouvrage de Gene Sharp, traduit en plus de 30 langues, ont été appliquées avec succès, pour ne citer que trois exemples : en Serbie, en Géorgie et en Ukraine. Elles sont expérimentées depuis des années, avec des hauts et des bas, au Venezuela. Mais curieusement, comme le soulignent certains analystes, ni en Colombie, ni au Mexique, ni au Honduras, pour citer, également, trois pays de la zone qui ont de graves problèmes de violence ou des manifestations sociales plus ou moins intenses.

L'ineffable Wiki, dans sa rubrique Prix et Reconnaissance, informe le lecteur :

« Le magazine « Foreign Policy » a classé Popovic parmi les « 100 penseurs mondiaux les plus éminents » (« Top 100 Global Thinkers ») en 2011 pour avoir directement et indirectement inspiré des manifestants au Printemps arabe, et préparé des activistes en changements sociaux non violents au Moyen-Orient. En janvier 2012, The Wired a classé Popovic parmi les « 50 personnes qui changeront le monde » (« 50 people who will change the world »). Kristian Berg Harpviken, directeur de l'Institut international des études pour la paix de Stockholm, a estimé que Popovic pouvait figurer parmi les prétendants au prix Nobel de la paix en 2012. Le Forum économique mondial de Davos a considéré Popovic comme l'un des Jeunes leaders mondiaux en 2013. «

L'activité pour laquelle Srdja Popovic a reçu ces prix et ces distinctions est étroitement liée aux événements qui, depuis la mort de Josip Broz 'Tito' en 1980, ont précipité la désintégration de la République fédérale socialiste de Yougoslavie.

C'est une histoire qui mérite d'être actualisée. Parce qu'elle est l'archétype de ce qui se passe dans ces régions de la planète, comme aujourd'hui dans certains pays du Moyen-Orient, quand les différences religieuses et ethniques et les insatisfactions populaires éclatent en conflits internes, mais sont encouragées et manipulées pour balkaniser, diviser et provoquer l'implosion d'un ordre politique qui empêche la réalisation des appétits impérialistes et capitalistes aux quatre coins de la planète. Des événements similaires se sont produits ensuite en Libye, en Irak et en Afghanistan, et aujourd'hui encore en Syrie. Et ils continueront de se produire. Mais ils peuvent trouver un terrain fertile non seulement dans ces contextes historiques et géographiques particuliers, mais aussi dans notre région.

Il n'est pas dans l'intérêt des peuples d'oublier ou de méconnaître, au moins comme information générale, ce que sont les révolutions colorées, certaines de leurs plus de cent techniques, quand elles s'appliquent, et surtout, comment sont créées les conditions internes pour favoriser leur applicabilité.

Resituons-nous dans le contexte

Comme la Libye avant sa destruction par l'OTAN, avec les États-Unis en coulisses, la Fédération yougoslave n'était pas un État en faillite. Bien au contraire, au cours des deux décennies qui ont précédé les années 80, l'économie se développait à un rythme moyen de 6,1 %, la population bénéficiait de soins médicaux gratuits, était alphabétisée à 91 % et l'espérance de vie atteignait 72 ans. Le pays entretenait des relations avec la Communauté européenne et avec les États-Unis, mais elle n'était pas entrée dans les alliances modèles de la guerre froide. Tito fut l'un des créateurs du Non-alignement, comme pays qui se considérait comme du troisième monde.

Tant que l'URSS existait, l'Occident se confortait géopolitiquement de l'existence de la RFS de Yougoslavie. Tito avait opté, à la différence de l'URSS, pour l'autogestion ouvrière et, en

outre, pour cette décision et d'autres différences idéologiques et politiques, le pays avait été expulsé, en 1948, du Bureau d'information communiste, le Kominform. La rupture avec l'URSS convertissait la Yougoslavie en rempart stratégiquement situé dans une région allant de l'Europe centrale au sud des Balkans.

Dès que Gorbatchev fut au pouvoir et que l'Occident, avisé, prit part aux actions qui précipiteraient la dissolution de l'URSS, commencèrent à se tramer les plans des véritables intentions américaines de Reagan et de l'OTAN dans la région.

Dès 1982, existait déjà un document s'orientation : « étendre les efforts pour promouvoir une 'révolution silencieuse' pour renverser les gouvernements et les partis communistes » et entraîner les pays de l'Europe de l'Est vers 'économie de marché, comme cela se produirait effectivement par la suite, pour étendre et refermer une tenaille de bases militaires au plus près de la Russie et de la Chine.

Lorsqu' en 1999, les conditions furent réunies, l'OTAN attaqua et bombardra la République fédérale de Yougoslavie. Les guerres qui allaient se répéter ensuite sans l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU venaient d'être inaugurées.

Pendant plus de 70 jours, à partir d'un 24 mars, commencèrent à tomber sur les villes de Belgrade, Pristina, Novi Sad et Podgorica, et sur les têtes des militaires et des civils, 9160 tonnes de bombes. Nombre d'entre elles, entre 10 et 45, contenaient de l'uranium appauvri. L'ennemi principal de l'OTAN fut la population civile. Elle y causa , au bas mot, 1200 morts. D'autres sources indiquent jusqu'à 2500 victimes et d'autres, 5700 civils. La conséquence géopolitique la plus notoire de la fin de ce génocide et la fragmentation définitive de l'ex-Yougoslavie qui s'en est suivie fut le changement du rapport de forces mondial en faveur de l'unilatéralisme impérialiste et son apparente victoire dans la guerre froide.

L'agression contre le peuple yougoslave commença par un mensonge et fut préméditée. Ce qui signifie que, même si des négociations furent menées pour soi-disant empêcher la guerre et ne pas aboutir à l'agression, ce fut en fait la chronique d'un échec annoncé : les bases des pourparlers menés en apparence pour empêcher la guerre, étaient concoctées pour ne pas donner de résultats positifs.

De fait, entre le 6 et le 23 février 1999, des négociations furent menées en France, entre Rambouillet et Paris, négociations entre un dénommé « groupe de contact pour la Yougoslavie », composé de quatre pays membres de l'OTAN, plus la Russie. Parmi les documents devant guider les négociations figurait une « Annexe B », que la presse dominante de l'époque ne pris pas la peine de mentionner, et que, comme on le saurait par la suite, la Russie n'approuvait pas.

Si vous lisez les nouvelles de cette époque dans El Pais, vous trouverez l'affirmation que l'OTAN fut « déconcertée » par les résultats de cette négociation. Ce qui est faux, puisque, en résumé, l'annexe B contenait une série d'exigences totalement inacceptables pour la partie yougoslave et y avaient été intégrées pour provoquer le rejet prévu, l'échec de la négociation, et la fabrication du prétexte pour l'agression immédiate et « inévitable ». Le même génocidaire international, Henry Kissinger, dans The Daily Telegraph, dû reconnaître que « c'était une provocation, une excuse pour commencer les bombardements [...] que c'était un document qui n'aurait jamais dû être présenté sous cette forme ».

La presse au service des intérêts de l'OTAN rapportait, comme l'écrivit alors Francisco

Fernandez Buey, l'un des rares à dénoncer l'imposture, que « les dirigeants serbes refusèrent de signer parce que la proposition de Rambouillet prévoyait la présence des forces de l'OTAN (plus de 30 000 soldats) au Kosovo. Ce qui est inexact : la proposition exigeait la présence militaire de l'OTAN sur l'ensemble du territoire yougoslave. »(elpais.com)

Et Fernández Buey cite la partie secrète de l'annexe B de ces documents :

« Le personnel de l'OTAN, avec ses véhicules, ses navires, ses avions et ses équipements, devra pouvoir se déplacer librement et sans conditions sur tout le territoire de la Fédération des Républiques yougoslaves, y compris l'accès à son espace aérien et à ses eaux territoriales. Y est inclus également le droit de ces forces de camper, de manœuvrer et d'utiliser toute zone ou tout service nécessaire à l'a maintenance, à l'entraînement et au démarrage des opérations de l'OTAN ».

De surcroit, l'article 7 de la même annexe exigeait :

« Le personnel de l'OTAN ne pourra être arrêté, interrogé ou détenu par les autorités de la République fédérale de Yougoslavie. Si une personne appartenant à l'OTAN est arrêtée ou détenue par erreur, elle devra immédiatement être remise aux autorités de l'Alliance ».

Le document contient plusieurs autres exigences, plus sévères et inacceptables les unes que les autres. Mais l'un des plus intéressants, l'article 15 précise que « lorsqu'on parle de services utilisables par les forces de l'OTAN, on entend l'utilisation pleine et libre des réseaux de communication, y compris la télévision et le droit d'utiliser le champ électromagnétique dans son ensemble. »

On se souvient à ce moment-là des prétentions de Google, quand il s'est rapproché de Cuba avec des prétentions similaires.

Ces conditions formaient un nœud coulant bien serré et donc fut bien sûr rejeté par la partie serbe de manière prévisible.

Les objectifs géopolitiques de cette agression criminelle ont été largement étudiés et dénoncés. Et ils se déploient encore aujourd'hui. Dans les circonstances de l'époque, marginaliser définitivement une Russie affaiblie, donner un avertissement à la Chine, contrôler l'accès aux routes vers l'Asie centrale, les yeux fixés sur les matières premières : l'or, l'uranium et le pétrole, à travers les Balkans.

Comme on le ferait par la suite pour préparer l'opinion mondiale, des campagnes de presse orchestrèrent un bombardement médiatique préalable pour créer une matrice crédible d'informations sur le « génocide imminent » que le gouvernement yougoslave commettrait au Kosovo ; On commença à appeler le gouvernement « régime », et son président dirigeant « serbe », en le dépouillant de son statut de président, et en exacerbant les différences ethniques avec les Croates et les Kosovars.

Dès les années 1992, 96 et 97, les protestations sociales, principalement étudiantes, commencèrent à s'intensifier en Serbie, tandis que la Croatie et la Slovénie proclamaient leurs aspirations à la souveraineté. Indépendamment des raisons historiques, ethniques et

politiques qui marquaient les différentes républiques formant la fédération yougoslave pour s'opposer à l'ultranationalisme serbe que Milosevic exacerba à la suite de l'implosion en cours de l'URSS pour donner un tournant de survie à son gouvernement, les révoltes et les protestations bénéficièrent de l'intervention synergique et de l'application des techniques de la révolution non violente, comme prologue à la création des conditions internes et internationales, et la légitimité internationale, pour justifier l'agression impérialiste.

Dans « Comment exporter la démocratie libérale », la journaliste d'investigation Ana Otasevic nous donne quelques détails sur ces événements et le rôle joué par les techniques des révolutions « douces », non violentes de Gene Sharp, appliquées par Srdja Popovic.(1)

Carlos Luque

30 août 2020

(à suivre...)

Auteur : Carlos Luque Zayas Bazán , Cuba.

Traduction Rose-Marie Lou



Symboles de différentes révolutions de couleurs. Source : [Essence du Temps](#)

Note:

(1) <https://mondiplo.com/mercenarios-de-la-lucha-no-violenta>

La source originale de cet article est [Cuba Si](#)

Copyright © [Carlos Luque Zayas Bazán](#), [Cuba Si](#), 2020

Articles Par : [Carlos Luque Zayas Bazán](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca